

## Interview de Charles Rutten: la crise de la chaise vide et le compromis de Luxembourg (La Haye, 29 novembre 2006)

**Source:** Interview de Charles Rutten / CHARLES RUTTEN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- La Haye: CVCE [Prod.], 29.11.2006. CVCE, Sanem. - (09:36, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_charles\\_rutten\\_la\\_crise\\_de\\_la\\_chaise\\_vide\\_et\\_le\\_compromis\\_de\\_luxembourg\\_la\\_haye\\_29\\_novembre\\_2006-fr-9a8b93dc-a81c-4280-b6b7-06f7d38fc55c.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_charles_rutten_la_crise_de_la_chaise_vide_et_le_compromis_de_luxembourg_la_haye_29_novembre_2006-fr-9a8b93dc-a81c-4280-b6b7-06f7d38fc55c.html)



**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016

## Interview de Charles Rutten: la crise de la chaise vide et le compromis de Luxembourg (La Haye, 29 novembre 2006)

[Étienne Deschamps] Comment, au cours des années 60, et singulièrement dans la deuxième partie des années 60, les autorités néerlandaises, le gouvernement de La Haye, ont-ils réagi et ont-ils ressenti les prises de position européennes de la France et, en l'occurrence, du général de Gaulle?

[Charles Rutten] Évidemment, dès la rentrée de de Gaulle, on s'attendait à une politique qui serait très différente de la position que ses prédécesseurs avaient pris vis-à-vis de la création de l'Europe. De Gaulle a dit: «Si j'avais été au pouvoir, je n'aurais jamais signé les traités de Rome». Donc, ça c'était très clair. D'autre part, nous étions aussi convaincus que de Gaulle ne pouvait pas se permettre de simplement détruire la Communauté européenne, parce qu'il était clair que l'existence du Marché commun, et notamment aussi de la Politique agricole commune et du marché agricole commun, comportait d'énormes avantages économiques pour la France. Et une destruction pure et simple de la Communauté serait politiquement impossible et, ça, de Gaulle était suffisamment intelligent pour le comprendre. Mais ce qu'il voulait, évidemment, c'était alors d'enlever à la Communauté tous les éléments supranationaux. Et cela s'est manifesté à différentes reprises. Cela s'est manifesté par le plan Fouchet, et ça s'est manifesté pendant la crise de la chaise vide, qui était artificiellement provoquée par la France pour obtenir pratiquement l'élimination des décisions à la majorité qualifiée, qui n'avaient qu'un rapport très éloigné avec le problème du règlement financier agricole qui était le problème qui était sur la table.

Pendant cette crise de la chaise vide, c'était justement notre conviction – et pas seulement la nôtre, mais aussi celle des Allemands et de Spaak et des Italiens – que de Gaulle avait pratiquement les mains liées, il ne pouvait pas laisser aller la crise jusqu'au danger de l'éclatement de la Communauté. Donc, la position des cinq était forte, pourvu et à condition qu'ils maintiennent une unité, une unité de position, une unité de point de vue, une unité de négociation. Et là, il y avait évidemment toujours le risque que tel ou tel ministre se laissait convaincre par Paris que ce serait dans l'intérêt de tout le monde si des compromis étaient trouvés, et des compromis évidemment qui rencontreraient les préoccupations de Paris. Tous les représentants permanents ont fait tout ce qui était possible pour maintenir le front des cinq.

[Étienne Deschamps] Et est-ce qu'à ce moment-là, les négociations se déroulaient uniquement entre les cinq, ou est-ce que vous avez quand même veillé à garder le contact avec la représentation permanente française, en l'occurrence le numéro deux, puisque le numéro un avait été rappelé à Paris? Est-ce qu'il y avait aussi un contact entre les cinq, plus le sixième?

[Charles Rutten] Oui, plus le sixième, qui était Maurice Ulrich, qui était laissé comme arrière-garde, dans un sens, à Bruxelles. Et nous le tenions informé sur tout ce qui se passait, donc toutes les discussions entre les cinq lui étaient communiquées, aussi pour influencer Paris, pour convaincre Paris que sur les points essentiels, et notamment la question des décisions à la majorité qualifiée, les cinq ne céderaient pas. Enfin, ça a abouti, à la fin, à l'accord de Luxembourg qui est évidemment... on peut l'interpréter de différentes façons. Notre position est qu'à Luxembourg, on n'a rien cédé sur le fond. Dans un certain nombre de points périphériques, on a coupé un peu les ailes de la Commission, mais ça Hallstein avait aussi donné lieu à certains mécontentements. Mais sur les points essentiels – la décision à la majorité qualifiée –, la formule est, à notre avis, claire: on continue à parler pour arriver à un accord unanime et si on n'y arrive pas, le traité est applicable, c'est-à-dire que les décisions peuvent être prises à la majorité qualifiée.

Mais donc, toute cette question des décisions prises à la majorité qualifiée a été toujours très exagérée, parce que dès le début où il devenait possible de prendre ces décisions, on ne l'a pratiquement jamais fait. La possibilité de prendre une décision à la majorité qualifiée était surtout une arme dans la négociation. On pouvait menacer: «Écoutez, nous devons venir à un accord. Il faut bien vous rendre compte, monsieur X, que si vous n'êtes pas d'accord, on peut toujours *outvote you*.» Et ça c'était toujours un argument très effectif pour arriver à un accord et éviter la nécessité de vote. Donc, en fait, le problème français était un problème purement intellectuel. De Gaulle ne supportait pas l'idée qu'il y avait une possibilité, même éloignée, d'une décision où la France serait mise en minorité.

[Étienne Deschamps] Et est-ce que pendant cette crise, les pays du Benelux ont joué un rôle particulier ou pas plus que d'autres? Ou est-ce que la structure du Benelux...?

[Charles Rutten] Non. Luns travaillait beaucoup avec Schröder, le ministre des Affaires étrangères dans ce temps-là. Spaak parlait avec les Français. Ça je dois le dire, sincèrement, ça donnait un peu *the jitters*, la frousse aux autres, parce que Spaak avait évidemment toujours une tendance d'arriver à des compromis. C'est un peu la nature belge, je crois, mais en tout cas la nature de Spaak, d'arriver à un compromis. Et on avait toujours peur qu'il soit prêt à aller trop loin. Mais je dois dire que sur ce point-là, Spaak, sur les points essentiels, restait tout à fait ferme et ne cédait pas. Non, le travail était... enfin, cette négociation allait bien, à la conférence de Luxembourg.

Alors, j'ai participé à une partie, parce que normalement c'était les représentants permanents qui étaient là, mais Spierenburg était malade la première fois, donc moi, j'ai dû participer à cette réunion-là. Là, Luns et Schröder jouaient ensemble. Et Schröder était très dur, très dur sur la façon dont les Français avaient agi. Luns, alors, l'appuyait, mais d'une façon un peu plus suave. Et Spaak continuait sur le fond, restait ferme sur le fond, mais était encore un peu plus gentil vis-à-vis... enfin, c'était un jeu qu'on jouait, mais qui à la fin a abouti. Je n'ai pas l'impression que Luns [*sic\**] a compris la leçon. Mais en tout cas, il n'est pas revenu de la même façon pour essayer de saboter la Communauté dans ses aspects supranationaux.

\* De Gaulle.